



LA VIE EN ROSE: *Vous avez été la première femme rédactrice en chef du quotidien québécois Le Devoir et, à 36 ans, la personne la plus jeune à exercer cette fonction au Canada. Étiez-vous préparée à vous retrouver «en haut de la pyramide»?*

LISE BISSONNETTE: Pas dans le sens d'avoir préparé ma carrière dans ce sens-là. C'est un concours de circonstances – connu d'ailleurs – qui m'a amenée là. Depuis le départ de Claude Ryan en 1978, *Le Devoir* était sans direction. Michel Roy, le rédacteur en chef à l'époque, devait assumer toutes les fonctions. À ce moment-là, j'étais rédactrice en chef adjointe, ce qui est un travail de «staff»: je m'occupais de la page éditoriale, de la page commentaire et de bien d'autres choses, comme tout le monde au *Devoir*. (Ce n'est vraiment pas un quotidien comme les autres, vous savez.) Et je n'y pensais pas du tout... Je suis partie un an à New York et à mon retour, les événements se sont précipités. Michel Roy était parti, Jean-

Louis Roy venait d'être nommé directeur et il y avait un grand point d'interrogation à savoir qui serait nommé rédacteur en chef. Il y avait des facteurs en ma faveur: j'étais de la boîte, Jean-Louis Roy n'en était pas – c'est une tradition au *Devoir* de privilégier les gens de la maison –, j'étais plus disponible que d'autres, je n'ai pas d'enfant, donc des responsabilités familiales moins grandes... Et puis, rapidement, on m'a offert le poste. Je n'ai pas réfléchi très longtemps: j'ai dit oui.

LVR: *Les femmes qui ont occupé des postes de pouvoir disent souvent s'être retrouvées dans un monde d'hommes qui jouent dur, où il ne faut surtout pas vouloir se faire aimer. Avez-vous trouvé la même chose?*

LB: Oui. Une des premières choses que j'ai apprises, c'est qu'effectivement il ne faut pas tout concilier dans la vie; c'est un cliché gros comme ça, je sais, mais c'est vrai. De toute

façon, on n'est pas là pour se faire aimer, on est là pour accomplir certaines choses qui nous paraissent importantes. Bien sûr, les premiers coups sont particulièrement durs à prendre, on n'y est pas préparé. Peut-être la chose qui m'a le plus choquée au début, c'était de voir que les gens avec qui je travaillais et que j'estimais avaient traversé la barrière en même temps que moi, mais de l'autre côté. Ça ne remet pas nécessairement l'amitié en question, mais une distance s'établit qui, à mon avis, est non seulement inévitable, mais saine.

LVR: *Vous ne vous êtes jamais sentie isolée?*

LB: Pas vraiment. Il faut dire que l'équipe que j'ai formée avec Jean-Louis Roy a été particulièrement agréable. J'avais, je crois, tout l'appui qu'il me fallait.

LVR: *Et maintenant que vous avez exercé le pouvoir, quelles sont, d'après vous, les qualités nécessaires d'une bonne patronne?*

Lise Bissonnette

Une responsabilité quotidienne

*Lise Bissonnette a été rédactrice en chef du **Devoir** pendant quatre ans. Il est encore très rare de voir une femme exercer une fonction aussi importante. Si nous avons tenu à faire une entrevue avec elle sur la question des femmes et du pouvoir, c'est aussi parce qu'un récent conflit au **Devoir**, surnommé aujourd'hui l'affaire Leclerc, a farouchement opposé Mme Bissonnette ainsi que Jean-Louis Roy, directeur de ce journal, à la partie syndicale.*

«Conflit classique», dira en entrevue l'ex-rédactrice en chef. Il n'en reste pas moins que l'âpreté des propos avait de quoi surprendre, surtout de la part d'un journal qui se veut plus progressiste que d'autres. Plus surprenant encore: c'est Lise Bissonnette qui semble porter l'odieux de cette affaire. Bref, quelle que soit l'opinion que nous nous faisons sur ce litige, n'est-ce pas là encore une illustration de la condamnation que bien des hommes font des femmes au pouvoir (voir LVR, «Des hommes pour le dire», nov. 1985) et du malaise qui rattrape les femmes chaque fois que surgit l'épineuse question?...

Nous voulions l'opinion de Lise Bissonnette sur tout cela. Elle a accepté de nous la donner.

par Francine Pelletier en collaboration avec Lise Moisan

LB: J'admire les personnes qui ont du *leadership* naturel, qui amènent les gens à agir d'une certaine façon, qui les inspirent... Je ne crois pas que ce soit mon fort. Par ailleurs, il y a un autre *leadership* que j'admire beaucoup et que je crois avoir: c'est celui de savoir où je m'en vais et de prendre les moyens pour y arriver. Autrement dit, faire preuve de détermination, de conviction et de persévérance. Ça m'apparaît fondamental.

LVR: Est-ce à dire que vous ne voyez pas votre rôle de patronne comme un rôle de relations de travail, de relations interpersonnelles?

LB: Ça n'est pas pour moi l'essentiel, aussi curieux que cela puisse vous paraître. Beaucoup trop de gens identifient la direction aux relations de travail. C'est un volet important mais on n'assume pas la direction pour pouvoir établir un climat extraordinaire de travail! Le style de direction ne peut pas être plus important que la direction dans laquelle on s'en va, que les objectifs. Une telle posi-

tion est controversée, bien sûr. Demandez à bon nombre de gens aujourd'hui leur conception du pouvoir et ils vous répondront d'un air inspiré qu'ils sont pour la collégialité, la convivialité, etc. Il faut savoir consulter, mais il faut savoir décider aussi.

LVR: Iriez-vous jusqu'à dire qu'il y a un antagonisme fondamental entre la pratique de la démocratie et l'exercice du pouvoir?

LB: Il faut faire la distinction entre le pouvoir politique et d'autres pouvoirs. Le pouvoir politique a des comptes à rendre aux électeurs. D'ailleurs, je suis pour les référendums en système démocratique: le peuple devrait être beaucoup plus consulté qu'il ne l'est sur un certain nombre de choix de société. Mais, quoi qu'on en pense, *Le Devoir* n'est pas une entreprise publique, c'est une entreprise privée, avec des ressources limitées. La démocratie ne peut y être un objectif en soi... J'ai vu trop souvent des énergies se perdre autour d'une table alors qu'on aurait

dû être en train de faire un meilleur journal.

Je lisais récemment le débat concernant la création d'un «journal populaire» où il est question de se battre pour la démocratisation des médias. Alors, là, ça dépend de ce qu'on veut dire par démocratisation. Si ça veut dire qu'il faut, sous une forme ou sous une autre, élire les dirigeants des médias, je suis contre.

LVR: L'exercice du pouvoir diffère-t-il d'après vous selon qu'on est une femme ou un homme?

LB: Non, je ne crois pas à ça. D'ailleurs, malgré tout le respect et l'espèce d'admiration que j'ai pour Pauline Marois, le discours qu'elle tenait là-dessus... je me disais: mais où est-ce qu'elle s'en va avec ça? C'est un leurre de penser que les femmes vont exercer le pouvoir différemment des hommes. Tant mieux s'il y a des femmes qui parviennent à exercer le pouvoir de façon plus «collégiale». Mais une fois rendues là, qu'on soit homme ou femme, il est question de défendre des intérêts. D'ailleurs, les gens

avec qui on a affaire n'y croient pas davantage à cette particularité du pouvoir exercé par des femmes. S'il y a une chose que j'ai vite oubliée en tant que rédactrice en chef, c'est de penser que les femmes ou les féministes – hommes ou femmes – se sentiraient plus solidaires de moi.

Je vais vous raconter un petit incident que j'aime bien rappeler parce que, sans me scandaliser aujourd'hui, il m'a scandalisée à l'époque. J'étais rédactrice en chef depuis à peine un an et je m'attaquais à une première «révision de secteur», un pouvoir qui me revenait, une des seules marges de manoeuvre dont dispose la direction du *Devoir* d'ailleurs. J'ai décidé d'effectuer un changement dans la couverture de la condition féminine. N'ayant à proprement parler personne pour le faire à ce moment-là, je voulais essayer une nouvelle formule: répartir la couverture de ce secteur à travers la rédaction. Renée Rowan était très contente, elle qui voulait depuis des années s'en aller aux affaires sociales. Là-dessus, les deux Conseils du statut de la femme – à Québec et à Ottawa – crient au scandale. Ils ont chacun écrit une lettre pour se plaindre de l'abandon de la couverture de la condition féminine au *Devoir*. Pas à moi – pourtant, tout le monde savait que j'étais responsable de cette décision – mais à mon patron! On perd vite ses illusions devant une telle situation. Cette réaction de la part d'autres femmes m'a autant insultée que les gars qui rentrent dans mon bureau et qui me disent: «Vous êtes la secrétaire de Jean-Louis Roy?» Bref, chassez le naturel et il revient au galop.

Je suis trop féministe pour être nostalgique du passé

La solidarité n'existe pas en bloc ou pour toujours. Elle existe ponctuellement: on peut être solidaire, je ne sais pas, du problème de l'apartheid, disons. C'est que la solidarité repose sur des changements d'attitudes et ces changements se font difficilement. Ce n'est pas vrai que toute une génération va changer ses attitudes par rapport à la précédente. Ce sont les circonstances qui forcent les attitudes à changer. Sur la scène politique, par exemple, si on y retrouvait autant de femmes que d'hommes, on verrait disparaître toute une série de comportements idiots – l'affaire des femmes battues est un bon exemple¹ – parce que les gars seraient terrorisés par la réaction des femmes. Déjà, c'est commencé, on n'ose plus tenir certains propos sur les femmes. Nous sommes plus fortes en nombre, nous réussissons de plus en plus, nous avons une mainmise sur certains créneaux. Et tout ça jouera sur les attitudes des générations qui suivent tout simplement parce qu'elles auront entendu moins de niaiseries.

LVR: Vous considérez-vous féministe?

LB: Oui, dans le sens que je n'ai aucune nostalgie pour le passé. Mais je dois dire que je trouve le féminisme, comment dire, un peu plaingnard. Vous avez entendu ça mille

fois, mais je vous le dis en toute franchise. Peut-être me suis-je endurcie avec les années, quoique *endurcie* n'est pas un mot que j'aime... J'ai une distance vis-à-vis l'oppression des femmes. Je trouve que, dans cette société, on est mal placé pour parler. C'est une chose qui m'a frappée cet été concernant la conférence de Nairobi. Qui a tiré le plus grand profit de la décennie des femmes? Ce sont encore les femmes des pays industrialisés. Il me semble qu'on doit faire des distinctions lorsqu'on parle des femmes; je n'aime pas qu'on dise *les femmes*. J'étais au Pakistan il y a un mois et, lors d'une discussion autour d'une table, j'ai appris qu'on venait d'adopter une loi qui accorde au vote des femmes la moitié de la valeur du vote des hommes. Voilà une différence fondamentale!

Mais je pense aussi qu'il faut regarder en avant; je suis trop féministe pour être nostalgique du passé. Je trouve que les femmes doivent gagner encore davantage, prendre plus de place, pas nécessairement sur le plan du pouvoir mais au moins sur le plan de l'égalité. Je suis très contente de ce qui se passe et, comme je suis une femme optimiste, je n'ai pas peur des lendemains.

LVR: Vous avez mentionné que vous avez été victime, en tant que rédactrice en chef, d'attitudes sexistes. Ça ne semble pas beaucoup vous affecter. Pourquoi?

LB: Peut-être parce que j'ai tendance à faire de l'analyse de caractère. Mon rêve, c'est d'écrire des romans! Alors, c'est comme si j'avais une certaine distance vis-à-vis ça. Bien sûr, la première fois que j'ai lu, en toutes lettres, dans *La Presse*, que «le problème du *Devoir*, c'est Lise Bissonnette», je n'ai pas trouvé ça drôle. Mais on finit par se défendre contre ça non pas en hurlant ou en se vengeant, mais en essayant de comprendre le mécanisme derrière. Pourquoi une telle réaction?... C'est rarement vous, personnellement, qu'on attaque, il s'agit presque toujours d'un phénomène plus large.

LVR: Justement, il s'agit de s'en prendre à des femmes qui dérangent en occupant une place traditionnellement réservée aux hommes. Comme dit Monique Bégin: «Mais qu'est-ce qu'ils ont à nous pointer du doigt, à nous comparer, à nous qualifier de trop laides ou trop grosses?...»

LB: Mais il faut contre-attaquer dans des situations pareilles! Lorsque j'étais à la tribune parlementaire, à Québec, dans les dernières années du régime Bourassa, il y avait très peu de femmes à l'Assemblée nationale. Lorsque Lise Bacon entra en Chambre, il y avait un journaliste qui inévitablement passait des remarques désobligeantes sur son apparence. Alors, à une couple de reprises, je lui ai lancé: «Écoute, Champagne, te penes-tu plus beau?...» Il n'a plus jamais rien dit après ça, en ma présence en tout cas. Mais encore une fois, c'est un phénomène de société et c'est une question de temps. Comme on dit, on ne fait pas d'omelette sans casser d'oeufs.

Bien sûr, mon expérience est moins douloureuse que celle des femmes en politique. Dans un journal, on n'est pas tous les jours à se demander qu'est-ce qui va nous tomber

sur la tête. Il y a la question de la popularité personnelle aussi en politique. Moi, je n'irais pas...

LVR: Vous n'iriez pas en politique non pas parce que la politique heurte vos valeurs mais tout simplement parce que ce n'est pas quelque chose qui vous attire?...

LB: Non, ça ne m'attire pas du tout. Si j'ai démissionné de mon poste de rédactrice en chef, c'est que, à la veille de mes 40 ans et après de longues réflexions, je considère qu'il y a là un certain cul-de-sac. Et surtout, je m'ennuie de ce que j'aime et de ce que je sais le mieux faire: écrire. D'ailleurs, j'avais été claire là-dessus lors de mon embauche: il s'agissait pour moi d'une sorte de passage, une expérience à tenter étant donné qu'il y avait certaines choses que je voulais mettre en branle au journal...

L'affaire Leclerc? Il s'est passé à un conflit tout à fait classique.

LVR: L'affaire Leclerc n'a aucunement joué dans votre décision?

LB: Non. Mais vous voulez vraiment revenir là-dessus?... Bon, il s'est passé là un conflit tout à fait classique. Ma position là-dessus, c'est qu'on ne fait pas un journal pour des journalistes mais pour les lecteurs et, dans ce cas, pour l'institution qu'est *Le Devoir* auquel je suis profondément attachée. Et pourquoi étions-nous en désaccord avec cet éditorial de Jean-Claude Leclerc? Ce qui était écrit là nous est apparu [à Jean-Louis Roy et à moi] comme des accusations gratuites qui n'ont pas leur place dans un journal comme *Le Devoir*². Prenez une phrase de cet éditorial et inversez-la, dites que les assistés sociaux [plutôt que certains fonctionnaires et firmes d'ingénierie] sont des *welfare bums* qui prennent l'argent du gouvernement pour s'acheter des colifichets et vous verrez facilement où se situe le problème. Je pense que si on avait réprimandé Jean-Claude Leclerc pour une chose pareille, on nous aurait porté-e-s en triomphe. Mais comme il s'agissait du contraire, on a accusé *Le Devoir* d'être contre les assistés sociaux et pour les compagnies... On a même insinué que nous avions des liens avec Lavalin! On a pas du tout pensé en termes d'éthique journalistique – ce qui était, pour Jean-Louis Roy et moi, en cause – seulement en termes d'idéologie. Et c'est ce qui a suivi qui a donné l'impression que nous avions fait taire Jean-Claude Leclerc: le syndicat des journalistes du *Devoir* a demandé qu'on publie sa déclaration. Remarquez qu'il aurait pu nous répondre à pleines pages du *Devoir*, il n'était toujours pas exclu de l'éditorial. Mais voilà, sa déclaration se résumait en gros à: «Je n'ai rien à faire de votre éthique, je n'ai besoin que de l'appui de mon syndicat pour continuer à écrire dans la page éditoriale.»

LVR: Concernant l'éthique justement, vous avez écrit que cet éditorial remettait en question le «droit des personnes et des institutions à leur

réputation». Ne pourrait-on pas dire que Jean-Claude Leclerc défendait le droit des assistés sociaux à leur réputation?

LB: Ayant personnellement travaillé sur ce dossier-là, je peux vous dire que peu de gens présument que les assistés sociaux sont des fraudeurs. Il y a des problèmes, par contre, notamment à Montréal: un problème de certificats médicaux de faveur. Ce sont les médecins qui émettaient les certificats qui ont eux-mêmes demandé l'intervention du gouvernement. Ces médecins se retrouvaient à administrer une loi plus ou moins bonne. Il était normal qu'on veuille rectifier. Mais ces choses-là s'apprennent le moins possible qu'on se donne la peine de faire quelques téléphones.

LVR: Mais tout le conflit ne repose-t-il pas, finalement, sur la question du pluralisme au Devoir?

LB: Je ne pense pas. Regardez la page éditoriale à travers les années et vous verrez que le pluralisme y est. Il ne faut pas confondre pluralisme et idéologie. C'est une chose d'avoir des opinions qui diffèrent, c'en est une autre de dire à la direction: «Je ne reconnais ni votre autorité ni votre conception de l'éthique journalistique mais j'écrirai dans la page éditoriale quand même.» C'est là que ça s'est corsé. Et c'est évident qu'à partir du moment où l'on entre dans le processus formel, il devient formel.

LVR: Comment voyez-vous le rôle du syndicat dans une boîte comme Le Devoir?

LB: Le syndicat fait son travail, il le fait de façon très traditionnelle, comme il doit sans doute penser que nous exerçons l'autorité de façon bien traditionnelle.

LVR: Vous avez été syndiquée?

LB: J'ai été syndiquée, j'ai fait mes grèves, participé aux activités. J'ai été régulière sans être militante. Je suis trop individualiste pour ça — on me le dit souvent d'ailleurs — mais je ne pense pas que ce soit un défaut. En journalisme particulièrement, je préfère des individus qui ont une personnalité bien à eux et qui sont capables de se souvenir du contraire de ce que raconte leur voisin. Je n'ai jamais été forte sur les mouvements collectifs.

LVR: Mais si nous vous posons des questions concernant l'affaire Leclerc, c'est que ce genre de conflit, de toute évidence très dur, est difficilement compréhensible de l'extérieur. Mais surtout parce que, que vous le vouliez ou pas, vous servez d'exemple concernant l'exercice du pouvoir au féminin. Pauline Marois en est un aussi ainsi que La Vie en rose, dans une certaine mesure. Dans votre cas, on a parlé d'un pouvoir exercé de façon aussi autoritaire et arbitraire que celui des hommes...

LB: Je ne crois pas avoir exercé un pouvoir arbitraire. Et puis, je l'ai déjà dit, je ne crois pas aux définitions collectives. J'ai vu beaucoup d'hommes exercer le pouvoir, j'en ai vu l'exercer de la façon la plus molle possible et j'en ai vu l'exercer de la façon la plus autoritaire possible. La question des femmes et du pouvoir, c'est la nouvelle morale des nou-

veaux hommes, si vous voulez mon avis. Ils veulent nous faire la leçon. S'interrogent-ils, eux, sur la façon d'exercer le pouvoir? Pour- tant, c'est aussi fondamental pour eux que pour nous.

Mais ça m'a frappée quand vous avez parlé d'une situation particulièrement dure. Ça n'a pas été aussi dur que ça. Les gens étaient très étonnés de me voir dans le calme absolu recevoir des lettres, pas seulement de la CSN, mais toute une chaîne de lettres! C'était comme les poupées russes. Encore une fois, je ne suis pas en train de dire qu'il faut s'endurcir mais qu'il faut relativiser. C'est tout le temps ça.

De toute façon, ce qu'on m'a le plus rapproché, bien plus que l'affaire Leclerc, c'est les révisions de secteurs, les gens que j'ai déplacés contre leur gré. Et Nathalie Petrowski, j'aime autant vous le dire, n'est pas celle qui a le plus chiâlê. J'ai voulu la sortir des variétés parce qu'elle a un talent fou, c'est évident. Je me disais: qu'est-ce que c'est que de s'enterrer dans un truc comme ça? À 35 ans, tu ne peux plus continuer à couvrir les p'tits gars de 20 ans qui font les clubs!

Je ne crois pas aux définitions collectives.

LVR: C'est peut-être ce qui a contribué à vous donner la réputation du «complexe de la reine abeille», c'est-à-dire d'une femme au pouvoir qui ne veut être concurrencée par aucune autre femme?

LB: Alors, je ne comprends vraiment pas. Je ne commencerai pas à faire le bilan de mon passage à la direction du Devoir. Mais j'ai envoyé des femmes [à la galerie parlementaire] à Québec, j'en ai recruté d'autres... Lorsqu'il a été question d'ouvrir le poste aux affaires sociales, j'ai mis une annonce dans les journaux; j'étais tannée du copinage, des gens qui m'arrivaient et qui me disaient: oui, j'ai un chum, un frère, toujours quelqu'un prêt à faire la job. J'ai reçu 500 candidatures. Bien sûr que je regardais les candidatures de femmes de plus près! J'ai choisi Carole Beaulieu un peu par intuition et je suis sûre aujourd'hui d'avoir eu raison.

LVR: Vous avez dit qu'il y avait des choses dont vous étiez particulièrement fière au Devoir: le Devoir économique, la consolidation du Devoir culturel... Y a-t-il autre chose?

LB: Le Devoir économique, c'est Jean-Louis Roy. Mais, justement, la question de l'utilisation des ressources internes. Dans un petit journal comme celui-là, il fallait peut-être faire bouger les gens un peu plus. C'est délicat, ça va contre la tradition et la tradition, au Devoir!... C'est un journal dont la facture est un peu vieillotte, c'est très difficile pour ce genre de journal de survivre. Mais alors, il faut bien que nous ajoutions notre part de tradition, nous aussi. Et je pense qu'il y a là un acquis, une plus grande diversité dans le journal, sur lequel les gens ne reviendront pas.



ON VOULAIT PAS DES MIRACLES...

Les travailleuses du vêtement se racontent. 1937, 1940, 1983, trois grèves générales. Documentaire vidéo avec des travailleuses du vêtement qui les ont vécu. Avec la participation de Léa Roback. **A surveiller: sortie janvier 1986.**



Nouveaux vidéos

Dossier femmes immigrantes:
MISSION IMPOSSIBLE?
Documentaire sur la réalité des femmes immigrantes au Québec

À venir — Dossier Porno:
Une fiction qui explore la sexualité des femmes

G.I.V. distribution de vidéos
718 Gilford, Montréal
Qué. H2J 1N6
(514) 524-3259

GROUP
Intermedia
VIDÉO

Passat! SORTEZ

Payez-vous une belle aventure aux ateliers du Service d'animation culturelle de l'Université de Montréal.

- Vidéo - musique
- danse - théâtre
- photographie
- encadrement
- peinture - dessin
- loisirs littéraires
- psycho-culturels
- langues et cultures étrangères
- massage
- mécanique (auto-vélo) - menuiserie
- auto-défense.

Plus de 70 ateliers de soir et de fin de semaine. Demandez notre programme 343-6524.

Inscriptions, pour la plupart de ces ateliers, du 13 au 17 janvier de 9:30 à 20:00. 2332 boul. Edouard-Montpetit.



Université de Montréal
Services aux étudiants
Service d'animation culturelle

LVR: Et si on vous demandait ce dont vous ne vous ennuyez absolument pas au Devoir ?

LB: Le quotidien. Ce n'est pas aussi écrasant dans un journal qu'en politique où il faut continuellement faire la tournée des parties de blé d'inde et des clubs de l'âge d'or... Mais il faut tous les jours voir qui va aller où, qui veut faire du temps supplémentaire, si c'est vraiment nécessaire... C'est une gestion indispensable, que j'ai apprise à faire, mais que je n'ai jamais tellement aimée.

LVR: Que pouvez-vous dire sur le pouvoir aujourd'hui que vous n'auriez pas pu dire il y a quatre ans ?

LB: Une chose m'apparaît fondamentale aujourd'hui: c'est que le pouvoir, ce n'est pas de la gestion, c'est avant tout de la responsabilité. La responsabilité des gens et des choses. C'est un aspect du pouvoir dont je n'avais pas saisi l'ampleur avant d'y arriver. C'est une très belle expérience dans ce sens-là car le journalisme est un métier qu'on peut très souvent exercer de façon irresponsable. C'est un métier extrêmement confortable d'une certaine façon, où l'on juge facilement aussi. On est à l'extérieur et on regarde, on n'est jamais obligé de prendre position soi-même, on peut toujours renvoyer les gens dos à dos. Quand on entre à l'éditorial, le sens des responsabilités commence à nous rattraper. Car on est là qui donne des conseils aux Lévesque, Trudeau... sans être parfaitement au courant du pourquoi d'une telle décision. Et ils le lisent quand même!... Il y a toujours une partie souterraine du pouvoir avec laquelle l'éditorial doit composer. Il faut beaucoup mesurer l'effet de ce qu'on dit, l'éthique aussi naturellement. Et puis, une fois arrivée à la direction de la rédaction d'un journal, tout ça est encore plus évident. S'il y a une chose qui me fait mal au cœur, c'est de recevoir une lettre d'un lecteur qui se dit lésé par un article du journal. Cette responsabilité quotidienne, c'est la chose dont je vais m'ennuyer le plus.

Ce que j'ai regretté un peu aussi en quittant, c'est qu'il n'y ait pas plus de femmes rédactrices en chef dans les grands quotidiens au Canada. J'avais un peu l'impression de laisser tomber quelque chose. En même temps, je ne pouvais continuer uniquement pour cette raison-là.

LVR: Il y a une question qu'on aimerait vous poser mais qui date d'avant votre nomination à la direction du journal: la question des Yvette. Réécririez-vous aujourd'hui le même éditorial³ à ce sujet ?

LB: Peut-être pas tout à fait sur le même ton. Cet éditorial a provoqué de telles réactions – au point de me faire dire, moi qui suis indépendantiste, que j'avais fait perdre le référendum – que j'y ai réfléchi plus longtemps après qu'avant de l'écrire. J'étais très choquée par ce qu'avait dit Lise Payette. J'ai toujours détesté cette manie de circonscrire le vote des femmes. Et, à mon avis, ce que madame Payette disait, c'était: «Si vous êtes de vraies femmes, si vous croyez dans l'avenir de vos enfants, alors c'est de votre devoir de leur donner un pays, de voter OUI.» Et

puis, celles qui se sont appelées les Yvette ont rempli le Forum et ont dit exactement le contraire: «Votre devoir de femmes, c'est de voter NON pour garder le pays pour vos enfants.» Jamais on ne voit le vote des hommes piégés de cette façon. D'ailleurs, le vote des femmes – d'autres l'ont analysé avant moi – est fondamentalement déterminé non pas par le fait que les femmes sont des femmes mais par leur statut social. On vote comme les gens de notre classe sociale.

LVR: Vous ne croyez donc pas au gender gap⁴ ?

LB: Non. Il peut se produire un phénomène comme celui autour de la nomination de Geraldine Ferraro, aux États-Unis, que les femmes appuyaient massivement, mais je pense que ça se passe surtout dans les classes bourgeoises, où la sophistication du vote devient telle... Mais c'est aussi une question de liberté: je ne veux pas me faire dire de voter de telle façon. Vous vous êtes un peu approchées de ça dans votre numéro de septembre. Mais moi, je n'y crois pas. Et au moment du référendum, je me disais: les femmes doivent avoir les mêmes raisons de choisir que les hommes, doivent pouvoir regarder la situation dans son entièreté.

Je n'ai jamais douté que Lise Payette ait eu de la peine suite à l'éditorial. D'ailleurs, vous n'êtes pas sans savoir que Lise Payette et moi, on s'est longuement parlé de ça; elle est venue me voir à New York, on a passé une journée dans un restaurant. Après, elle est venue me porter les épreuves de son livre en me demandant de le préfacer. J'ai finalement dit non parce que j'étais en désaccord encore une fois avec sa façon d'interpréter cette affaire.

LVR: Vos visions du pouvoir sont fondamentalement différentes. Par exemple, vous n'utiliseriez jamais l'expression: «Le pouvoir, connais pas...» ?

LB: Non, jamais. Un des phénomènes intéressants dans les années à venir sera justement les femmes au pouvoir, les femmes en politique, des femmes qui auront des choses à dire. Je ne demanderais jamais à Pauline Marois si elle connaît le pouvoir; c'est clair qu'elle en a envie. Et c'est comme ça que ça doit être.

1/ Il y a environ deux ans, la Chambre des communes, à Ottawa, partait à rire à la mention des «femmes battues».

2/ Le lendemain de la parution de l'éditorial de Jean-Claude Leclerc, une «mise au point», signée Lise Bissonnette et Jean-Claude Roy, paraissait dans *Le Devoir*, se dissociant et s'excusant dudit éditorial.

3/ En avril 1980, Lise Bissonnette a écrit un éditorial intitulé «L'appel aux femmes» en réponse à Lise Payette qui avait parlé des femmes au foyer comme des «Yvette», c'est-à-dire conformes au modèle de femmes véhiculé dans nos vieux manuels scolaires.

4/ Phénomène remarqué pour la première fois lors des élections présidentielles américaines en 1980 et qui montre que les femmes ne votent pas de la même façon que les hommes: elles votent plus à gauche.